

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 22/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE

ZAC Les Marlières
93120 La Courneuve

Références : inspection 2023
Code AIOT : 0007000716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté ZAC Les Marlières 59710 Avelin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard, et l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets devait donc être effective pour le 17 août 2022. Le dossier de réexamen a été remis en septembre 2019.

Ce dossier présente des engagements de l'exploitant visant la mise en oeuvre des MTD ou de dispositions équivalentes. Le dossier de réexamen fait l'objet d'un rapport séparé de l'inspection de

l'environnement.

Le guide sur le réexamen IED en date du 22/10/2019 préconise à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai de mise en conformité, de réaliser des contrôles sur les dispositions applicables, y compris les engagements de l'exploitant. Le référentiel méthodologique pour les services d'inspection relative au réexamen IED en date du 06/03/2020 précise lui que les installations seront à contrôler dans l'année suivant l'entrée en application des conclusions du BREF. Le délai pour la mise en conformité des installations concernées par le BREF WT est échu (17/08/2022 – à l'exception des ISDND). Cette inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale sur le contrôle du respect des prescriptions de l'AM du 17/12/2019 relatif au BREF WT.

La visite est l'occasion de contrôler les actions menées par l'exploitant suite à la visite d'inspection du 22/11/2021. L'exploitant avait répondu aux observations formulées alors par l'inspection par courrier du 24/03/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- ZAC Les Marlières 59710 Avelin
- Code AIOT : 0007000716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN a été autorisée à exploiter un centre de transit de déchets dangereux à AVELIN par arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 complété par l'arrêté du 10/06/2014. Son activité consiste à mettre à disposition des fontaines de nettoyage contenant des solvants, des diluants ou des produits lessiviels destinées à une large gamme d'applications dans des entreprises et industries de tous les secteurs. Ces produits sont repris après usage pour élimination ou régénération dans des filières autorisées.

Le site est constitué d'un bâtiment comprenant :

- les locaux administratifs,
- un local de préparation des produits lessiviels,
- un local fermé à clé où sont stockés les diluants (produits et déchets) (zone ATEX).

En extérieur, se trouve une zone de stockage comprenant :

- une cuve de 45 m³ de solvants propres sur rétention,
- 2 cuves de 22,5 m³ de solvants usagés sur rétention,
- une cuve de 30 m³ contenant les déchets lessiviels sur rétention.

Reliés à ces stockages :

- un kit de conditionnement sur rétention pour le déchargement des déchets et le remplissage de fûts de solvants,
- une zone de dépotage/remplissage des camions citernes (produits neufs et déchets).

Le site d'Avelin est soumis à autorisation au titre des rubriques 2718 et 3550 par antériorité.

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3550 « Stockage temporaire de déchets dangereux, la quantité totale stockée (77 tonnes) étant supérieure à 50 tonnes ».

Il a été acté par le préfet par arrêté préfectoral du 10 juin 2014 que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3550 « Stockage temporaire des déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont les conclusions du BREF Traitement des déchets (WT).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- IED – conformité à l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif au BREF WT;
- contrôle des actions engagées suite à l'inspection du 22/11/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	IED MTD WT 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1 (d)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	IED MTD WT 19 : Consommation eau et réduction rejets eaux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 10/06/2014, article 14.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Sûreté	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 16.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 18.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 17.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Gestion des eaux potentiellement polluées	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 4.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	IED MTD WT 1 (I à IX : Généralités) – Management Environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I. – Annexe 2	/	Sans objet
3	IED MTD WT 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1 (h)	/	Sans objet
5	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 10/06/2014, article 1	/	Sans objet
7	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 2.2	/	Sans objet
8	IED MTD WT 2 : Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II. – Annexe 2	/	Sans objet
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 17.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site SAFETY KLEEN France est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise au régime de l'autorisation préfectorale.

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3550 « Stockage temporaire de déchets dangereux, la quantité totale stockée (77 tonnes) étant supérieure à 50 tonnes ».

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale sur le contrôle du respect des prescriptions de l'AM du 17/12/2019 relatif au BREF WT.

La visite a également été l'occasion de revenir sur les observations formulées par l'inspection du 22/11/2021 dont les conclusions étaient reprises dans le rapport de l'inspection de l'environnement du 25/11/2021.

Lors de la visite il est apparu :

- que l'exploitant n'a pas respecté l'ensemble de ses engagements pris au travers du dossier de réexamen au titre de la directive IED;
- que l'exploitant n'a pas engagé l'ensemble des actions sur lesquelles il s'était engagé suite à l'inspection du 22/11/2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED MTD WT 1 (I à IX : Généralités) – Management Environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I. – Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; 4. Mise en œuvre de procédures ; 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives ; 6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ; 7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ; 8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ; 9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
Constats : l'exploitant est dans une démarche de certification (45 001 et 14001) avec un objectif fixé à 2024. Des points d'étapes sont réalisés. Un système de management est en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : IED MTD WT 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1 (d)
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</p> <p>Cela inclut des techniques telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.
Constats : L'engagement pris n'est ni respecté, ni planifié. L'action prévue pour la conformité à la MTD WT14 n'est pas réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : IED MTD WT 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1 (h)
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</p> <p>Lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles, un programme LDAR est établi et appliqué, selon une approche proportionnée aux risques, tenant compte en particulier de la conception de l'unité ainsi que de la quantité et de la nature des composés organiques concernés.</p>
Constats : L'exploitant a mis en place une détection de fuite par analyseur portatif. Les contrôles sont réalisés sur chacun des sites du groupe à une fréquence de 1 contrôle par an. Le site d'Avelin a été contrôlé le 12/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : IED MTD WT 19 : Consommation eau et réduction rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : a) Optimisation de la consommation d'eau b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites c) Séparation des flux d'eaux d) Remise en circulation de l'eau e) Surface imperméable f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets h) Infrastructure de drainage appropriée i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement
Constats : L'exploitant n'a pas mis en œuvre des détecteurs de niveau sur les cuves de solvants. Il n'a pas programmé leur installation. Son engagement au regard de la MTD WT19 n'est pas respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/06/2014, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nature des déchets admissibles : 36 tonnes de solvants usagés 4 tonnes de diluants usagés 30 tonnes de lessiviels usagés 4 tonnes de sacs souillés 3 tonnes de filtres à huile
Constats : L'exploitant a communiqué le jour de l'inspection un état des stocks au 29/6/2023. Cet état des stocks est accessible informatiquement depuis le réseau du groupe. L'examen du document par typologie de produits (solvants usagés, diluants usagés, lessiviels usagés) montre une situation conforme en termes de volumes présents sur site. Une piste d'amélioration quant à cet état des stocks est le classement de chaque produits selon les critères de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 10/06/2014. Cela permettra un contrôle simplifié et une visibilité plus aisée de l'état des stocks effectifs par rapport aux volumes autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/06/2014, article 14.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La nature et le volume de chacun des stockages doit faire l'objet d'un affichage. Les tuyauteries permettant le remplissage des solvants propres et le dépotage de solvants usés doivent être distinctes et clairement identifiées. La capacité unitaire des réservoirs destinés au stockage des solvants usagés est limité à 30 m ³ Durée maximale d'entreposage : Le nombre de fûts de diluants usagés ne doit pas excéder 160. La durée du stockage des fûts de diluants usagés ne doit pas dépasser 30 jours . Hormis les situations accidentelles, aucun reconditionnement des diluants usés n'est admis sur le site.
Constats : Dans son courrier du 22/11/2021, l'exploitant s'était engagé à réaliser un marquage au sol des zones de stockage. L'action n'a pas été menée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin de pérenniser un éloignement d'au moins 200 m vis à vis des immeubles occupés par des tiers. Il doit informer l'inspection des installations classées de toute cession de terrain ou de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur du périmètre d'isolement engendrés par ses installations.
Constats : l'exploitant doit communiquer les éléments de l'étude de dangers visant à vérifier que cette prescription est inadapté au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II. – Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Flux de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a Caractérisation et acceptation préalable des déchets Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.</p> <p>b Procédures d'acceptation des déchets Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.</p> <p>c Système de suivi et d'inventaire des déchets Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.</p> <p>d Système de gestion de la qualité des flux sortants Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.</p>
Constats : la gestion des CAP a été revue. un contrôle par sondage de CAP a été réalisé, aucune non conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Sûreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 16.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accès gardiennage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accès sont constamment fermés ou surveillés. Un gardiennage des installations doit être assuré aux heures de fonctionnement du site. En dehors de ces heures le site doit être placé sous alarme incendie avec télé-report en vue de prévenir les secours.
Constats : Aucune action n'a été menée sur ce point. La situation est non conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 17.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel doit être formé à la manœuvre des moyens de secours
Constats : L'exploitant a revu le formalisme associé aux formations des nouveaux arrivants et du personnel en poste.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne pour le 31/12/1997 qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident
Constats : Le document attendu visant à établir le plan d'urgence n'est pas réalisé. Le SDIS n'est pas intervenu sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 17.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Extincteurs à raison de 1 pour 150 m ² ou 150 m ³ Moyens en eau : réseau d'eau public ou privé alimentant des PI de 100 mm avec raccords normalisés. Débit fixé dans le plan de secours
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les besoins en eau pour l'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Gestion des eaux potentiellement polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie ou d'un accident y compris celles utilisées pour l'extinction et les eaux pluviales polluées doivent être recueillies dans un bassin de confinement ; le volume minimal de ce bassin est de 78 m ³ Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande... Une vanne de disconnection doit être mise en place sur le réseau eaux pluviales du site avant rejet au réseau eaux pluviales de la zone d'avalin
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le mode de collecte des eaux potentiellement polluées et n'a pas évalué à partir de la règle D9A le besoin en confinement pour la récupération des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ce volume à confiner doit être cohérent avec le besoin en eau d'extinction visé à l'article 17.2. et les produits liquides présents sur site. Une vanne de disconnection du cheminement des eaux vers le réseau de la zone d'activité existe mais n'est pas opérationnelle (bloquée par manque d'entretien). Le plan de réseau doit être revu en conséquence. L'effluent présent au niveau du regard où se trouve la vanne de disconnection est manifestement pollué par des hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/1997, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats : L'ensemble des produits liquides n'est pas sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois